



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 12 FEV. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mars modifié du 2 janvier 2014, régissant le fonctionnement des activités de la société TECMED ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 21-27 rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL;

VU le courrier adressé le 28 janvier 2015 à la société MED'CLEAN, successeur de la société TECMED, dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport en date du 28 janvier 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite inopinée de l'établissement de SAINT-GENIS-LAVAL dont l'activité consiste dans le regroupement et le transit de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) avant envoi en incinération, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- la société MED'CLEAN exploite désormais le site, sans avoir procédé à la déclaration réglementaire de changement d'exploitant (article 1.5 et 1.6.4 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014),
- le non respect des limites de stockage imposées (tonnage supérieur au seuil des 11 tonnes autorisé sur son site pour le regroupement en vue de l'incinération de DASRI) (article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014),
- la présence de déchets dangereux non autorisés sur le site (article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014),
- la présence de liquides susceptibles de créer une pollution (article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014) ;

CONSIDERANT, donc que la société MED'CLEAN ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GENIS-LAVAL, les dispositions des articles 1.5, 1.6.4, 5.1.3, 5.1.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014 ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'inviter la société MED'CLEAN à respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

La société MED'CLEAN, sise 21-27 rue Jules Guesde à SAINT-GENIS-LAVAL est mise en demeure de respecter immédiatement les dispositions des articles 1.5, 1.6.4, 5.1.3, 5.1.5 et 7.4 de l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014.

A cet effet, l'exploitant devra respecter les limites de stockage imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 janvier 2014 susvisé, évacuer les déchets dangereux non autorisés sur le site, placer sur rétention tous les liquides susceptibles de créer une pollution, déclarer le changement d'exploitant et établir des garanties financières.

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GENIS-LAVAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le **12 FEV. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRUEL